

BRÈVES SECTORIELLES États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-42 du 19 décembre 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

Brèves

Climat – énergie – environnement

1. Les Etats-Unis et le Mexique signent un accord pour résoudre la crise des eaux usées de la rivière Tijuana.

Transport et infrastructure

2. Le Département des transports présente la première stratégie nationale de mobilité aérienne avancée
3. Le secrétaire aux Transports annonce un appel à projets de 1,5 Mds\$ pour les infrastructures

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Numérique et innovation

4. La Maison-Blanche publie un décret visant à instaurer un cadre réglementaire fédéral unique pour l'IA et à préempter certaines législations des États fédérés

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Il s'agit des dernières brèves sectorielles pour l'année 2025. Les brèves sectorielles reprendront début 2026.

D'ici, les équipes du service économique de Washington vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année !

Commerce et sanctions

Brèves

- Le 11 décembre, le département d'Etat a lancé l'initiative « Pax Silica » visant à sécuriser la chaîne d'approvisionnement technologique, des infrastructures à l'énergie, en passant par les semi-conducteurs et la logistique
- Le 16 décembre, l'USTR J. Greer a ciblé, sur X, l'UE et certains membres de l'UE pour leurs « poursuites judiciaires, de taxes, d'amendes et de directives discriminatoires et harcelantes à l'encontre des prestataires de services américains ». L'agence évoque notamment la potentielle « imposition de redevances ou de restrictions sur les services étrangers. ». L'USTR affirme, qu'à l'inverse, « les prestataires de services de l'UE ont pu opérer librement aux États-Unis pendant des décennies », citant explicitement certaines entreprises (Mistral, Spotify, Capgemini, etc.).
- Le 17 décembre, le Département du Commerce et l'USTR ont entériné la baisse des droits réciproques applicables à la Suisse et au Liechtenstein, de 39 à 15%, avec effet rétroactif au 14 novembre, date de l'annonce de l'accord de principe entre les parties. Le texte introduit également des exemptions sectorielles sur certains produits agricoles, des ressources naturelles non disponibles, des aéronefs et pièces d'aéronefs, ainsi que des médicaments génériques, leurs ingrédients et leurs précurseurs chimiques. La notice précise que si un accord écrit n'est pas finalisé d'ici au 31 mars 2026, les Etats-Unis réévalueront ces concessions tarifaires.
- Le 15 décembre, la Cour du commerce international des États-Unis (CIT) a rejeté une demande visant à suspendre la liquidation des droits imposés sur le fondement des pouvoirs

économiques d'urgence (IEEPA), dans l'attente de la décision de la Cour suprême des États-Unis qui déterminera la légalité de ces droits.

- Le 12 décembre, le département du Trésor a levé les sanctions visant le juge brésilien Alexandre de Moraes et son épouse Viviane de Moraes.
- Le 16 décembre, le département du Trésor a sanctionné le Clan de Golfo, entité désignée comme organisation terroriste étrangère (FTO) le département d'Etat le même jour.
- Le 17 décembre, le département du Trésor a sanctionné le Cartel de Santa Rosa de Lima (CSRL), ainsi qu'un individu mexicain, pour leurs activités criminelles transnationales.
- Le 18 décembre, le département du Trésor a sanctionné vingt-neuf navires et leurs sociétés de gestion respectives, ainsi qu'un individu, pour leur implication dans le transport de produits pétroliers iraniens.
- Le 18 décembre, le département du Trésor a sanctionné Gocha Lordkipanidze et Erdenebalsuren Damdin, deux juges de la Cour pénale internationale (CPI), pour avoir participé aux efforts déployés par la CPI pour enquêter, arrêter, détenir ou poursuivre des ressortissants israéliens, sans le consentement d'Israël.

Climat – énergie – environnement

1. Les Etats-Unis et le Mexique signent un accord pour résoudre la crise des eaux usées de la rivière Tijuana.

L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) le 15 décembre la signature d'un accord avec le Mexique, appelé « [Minute 333](#) », visant à résoudre la crise des eaux usées de la rivière Tijuana.

L'EPA indique que cette crise, qui perdure depuis plusieurs décennies, concerne le déversement d'eaux usées non traitées depuis le Mexique, polluant la rivière et les plages californiennes, dégradant la vallée de la rivière Tijuana, causant des pertes économiques et menaçant la santé des populations des deux côtés de la frontière. L'accord prévoit la construction d'infrastructures côté Mexique, le renforcement de la surveillance et de la maintenance, tout en tenant compte de la croissance future de Tijuana, sans coût supplémentaire pour les contribuables américains. Il complète le protocole d'entente de juillet 2025 et inclut notamment :

- La création d'un compte opérations et maintenance (O&M) à la Banque de développement de l'Amérique du Nord (NADBANK) pour financer les coûts futurs côté Mexique ;
- L'élaboration d'un plan directeur des infrastructures d'eau de Tijuana dans les six mois ;
- La mise en place d'un groupe de travail binational technique ;
- La construction par le Mexique d'un bassin de sédiments à Matadero Canyon avant la saison des pluies 2026-2027.
- La construction par le Mexique de la station de traitement des eaux Tecolote-La Gloria d'ici décembre 2028.

Brèves

- Le Département de l'Energie (DoE) a [annoncé](#) le 17 décembre avoir lancé une cartographie des carrières professionnelles dans le domaine des matériaux critiques afin de clarifier les métiers, les compétences et les parcours nécessaires au développement d'une industrie nationale robuste. Conçue avec des partenaires académiques, le DoE indique qu'elle s'adresse aux acteurs de l'éducation, de l'emploi et des politiques publiques pour anticiper les besoins en compétences et faciliter les reconversions.
- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 17 décembre la signature d'un décret d'urgence par le secrétaire à l'Énergie imposant à TransAlta de maintenir en service l'unité 2 de la centrale à charbon de Centralia (État de Washington), dont l'arrêt était prévu fin 2025. Le DoE précise que cette décision s'appuie notamment sur ses analyses en matière d'adéquation des ressources et sur les alertes de la North American Electric Reliability Corporation (NERC) concernant des risques accrus de pénuries d'électricité en lien avec les conditions hivernales extrêmes dans la zone.
- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 16 décembre l'octroi d'un délai supplémentaire de 44 mois à Woodside Energy pour lancer les exportations de GNL vers des pays non signataires d'accords de libre-échange depuis son projet Woodside Louisiana LNG. Le DoE précise que cette décision vise à sécuriser le développement du projet, qui pourra exporter jusqu'à 3,88 Bcf/j de gaz naturel une fois achevé, et s'inscrit dans la stratégie américaine de renforcement de la sécurité énergétique.
- Le Département d'Etat (DoS) a [rapporté](#) le 18 décembre l'organisation par les États-Unis, les 15 et 16 décembre à Washington DC, d'une réunion des Sherpas du G20 marquant

le lancement de leur présidence pour 2026. Le DoS précise que les Etats-Unis entendent recentrer le G20 sur son agenda économique, avec les priorités suivantes : i) stimuler la prospérité économique en limitant les charges réglementaires, ii) développer (« unlock ») des options énergétiques fiables et abordables, et iii) ouvrir la voie à de nouvelles technologies innovantes. Le DoS indique que le sommet des dirigeants du G20 se tiendra les 14 et 15 décembre 2026 à Miami, dans l'hôtel Trump National Doral.

Transport et infrastructure

2. Le Département des transports présente la première stratégie nationale de mobilité aérienne avancée

Le secrétaire du Département des Transports (DoT), Sean P. Duffy, a dévoilé le 17 décembre la toute première Stratégie nationale de mobilité aérienne avancée (Advanced Air Mobility - AAM). Cette annonce s'est faite à la date anniversaire du 1^{er} vol des frères Wright en 1903, objet également d'un message présidentiel.

La Stratégie, et le plan d'action associé, présentent 40 recommandations pour soutenir en toute sécurité et efficacité les opérations AAM. Le communiqué indique que « la Stratégie contribuera également à faire avancer l'agenda « America First » du Président Trump — libérer la puissance économique américaine et garantir que les États-Unis, et non (leurs) adversaires, restent un leader mondial de l'aviation de nouvelle génération ».

La stratégie est organisée autour de six piliers clés (Espace aérien, Infrastructures, Sûreté, Planification et concertation publique, Main-d'œuvre et Automatisation) essentiels à la construction d'un système AAM solide.

Le Plan est conçu pour mettre en œuvre les recommandations de la Stratégie. Ce Plan propose des actions de mise en œuvre de haut niveau réparties sur quatre phases stratégiques distinctes, appelées LIFT. Ces phases favoriseront la recherche, la consultation des parties prenantes, l'élaboration de politiques et le déploiement technique :

1. Tirer parti des programmes existants pour soutenir l'innovation et lancer ses opérations
2. Initier l'engagement avec les partenaires, la recherche et le développement, et une planification intelligente
3. Forger de nouvelles politiques et modèles adaptés aux besoins du public

4. Transformer l'écosystème aéronautique

Le communiqué rappelle que, en juin, le président Trump a publié le décret exécutif « [Libérer la domination américaine dans le domaine des drones](#) » pour accroître la productivité des États-Unis, créer des emplois hautement qualifiés et remodeler l'avenir de l'aviation. En 2022, le Congrès avait adopté la loi « Advanced Air Mobility Coordination and Leadership Act », reconnaissant la nécessité d'une approche globale du gouvernement pour faire progresser l'écosystème AAM aux États-Unis. Cette loi demandait au DoT de créer un groupe de travail inter-agences pour coordonner les efforts fédéraux liés à l'adoption et au déploiement de l'AAM et à élaborer à la fois une Stratégie nationale de l'AAM et un Plan global.

Le secrétaire aux Transports annonce un appel à projets de 1,5 Mds\$ pour les infrastructures

3. Le Secrétaire aux Transports annonce un appel à projets de 1,5 Mds\$ pour les infrastructures

Le secrétaire américain aux Transports, Sean P. Duffy, a [annoncé](#) le 15 décembre un Avis d'opportunité de financement ([NOFO](#)) par les subventions du programme BUILD (« Better Utilizing Investments to Leverage Development ») pour l'exercice fiscal 2026, doté de 1,5 Mds\$ pour financer des projets d'infrastructure à travers le pays.

Le communiqué indique que les critères de mérite des subventions BUILD donneront la priorité à l'augmentation des mesures de sécurité, à l'élargissement des options de transport pour les familles américaines, ainsi qu'aux projets qui :

- Embellissent les infrastructures de transport avec une conception adaptée au contexte qui améliore l'expérience utilisateur tout en maintenant la sécurité et l'efficacité opérationnelle ;
- Améliorent la capacité routière et rendent le transport plus abordable ;
- Améliorent l'expérience de voyage des familles grâce à des installations dédiées aux mères, à l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap, à des éléments de design intuitifs, à une signalisation claire, à des agencements intuitifs et à des opérations prévisibles pour le personnel soignant ;
- Facilitent le tourisme ;
- Soutiennent la domination énergétique des États-Unis.

Le communiqué rappelle que programme BUILD a été mis en place dans le cadre de l'American Recovery and Reinvestment Act de 2009 afin de créer des emplois et de stimuler la reprise économique grâce à des investissements dans les infrastructures de transport. En juillet

2025, le programme avait attribué plus de 18 Mds\$ en 18 tours à des gouvernements locaux, des tribus, des autorités de transport et portuaires, des États et d'autres entités.

Brèves

- Le secrétaire aux Transports, Sean P. Duffy, a [annoncé](#) le 15 décembre une nouvelle application mobile pour aider le public à planifier des « road-trips » afin de célébrer le 250^{ème} anniversaire du pays en 2026. L'application « Explore250 », élaborée en partenariat avec General Motors, est présentée comme « une opportunité pour le public de redécouvrir la beauté du pays avec l'esprit de liberté sur quatre roues ».

Industrie

Brèves

- Le 15 décembre 2025, Ford [a annoncé](#) que la restructuration stratégique de son segment d'activité non rentable lié aux véhicules électriques générera une charge estimée à 19,5 Md\$ d'ici 2027. Dans le cadre de cette refonte majeure, qui vise la rentabilité du segment d'ici 2029, le constructeur recentra ses activités pour tenir compte de la demande en baisse sur les véhicules électriques : sont prévus l'annulation du projet de production d'un camion électrique, la réorientation de la production vers les véhicules à essence et hybrides, et notamment la conversion de son usine de batteries électriques de Glendale (Kentucky) vers la production de capteurs de stockage d'énergie pour le réseau électrique.
- Le 16 décembre 2025, la startup américaine Mythic Inc., spécialisée dans la création de processeurs pour l'intelligence artificielle, [a annoncé](#) une levée de fonds majeure à hauteur de 125 M\$. Cette opération vise à accélérer le développement de ses processeurs analogiques pour concurrencer les puces GPU de Nvidia (plus complexes et davantage consommatrices en énergie). Le tour de table, mené par DCVC, a notamment réuni de nouveaux investisseurs comme SoftBank, Honda, l'entreprise de sécurité et défense Lockheed Martin et la société de capital-risque New Enterprise Associates.
- Le 18 novembre 2025, le fabricant John Deere [a indiqué](#) que les droits de douane ont entraîné une baisse de la demande en équipements agricoles. En raison des diverses pressions auxquelles le secteur agricole est soumis du fait de la politique

commerciale (chute des exportations et baisse des prix des produits agricoles, hausse des coûts des intrants), John Deere a été contraint de réduire la production sur son site d'assemblage de tracteurs à Waterloo dans l'Iowa, qui constitue le plus grand complexe de fabrication de tracteurs de l'entreprise au niveau mondial. Ses profits nets ont chuté de 29% cette année, et l'entreprise s'attend à une baisse de chiffre d'affaires qui pourrait atteindre jusqu'à -20% en 2026.

- Le 16 décembre 2025, l'Ambassadeur Jonathan Pratt, haut responsable du bureau des affaires africaines, [a présidé](#) une réunion inaugurale de formation technique et réglementaire Etats-Unis-Afrique dans le domaine spatial. Cette rencontre ouvre une série de formations préparatoires à la conférence NewSpace Africa, prévue du 20 au 23 avril 2026 à Libreville, au Gabon. Les États-Unis ont indiqué vouloir soutenir le développement de programmes spatiaux africains locaux, viables financièrement et alignés sur les normes internationales. Les participants ont convenu de renforcer leur coopération pour promouvoir une exploration spatiale responsable, transparente et ouverte. Des représentants des agences spatiales de 12 pays africains ont participé à la réunion, ainsi que des représentants de départements et agences fédérales américaines.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 18 décembre 2025, Trump Media & Technology Group Corp. (TMTG), la société mère de Truth Social, [a annoncé](#) sa fusion avec la startup californienne de fusion nucléaire TAE Technologies dans le cadre d'une transaction entièrement en actions évaluée à plus de 6 Md\$. L'opération, qui marque un tournant majeur pour la société de média en quête de diversification, devrait être finalisée d'ici mi-2026 et intègre une répartition du capital à environ 50% entre les actionnaires de TMTG et TAE. Le groupe prévoit de commencer en 2026 la construction de la première centrale à fusion à grande échelle au monde, avec un objectif de production d'électricité en 2031.

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

- Le 12 décembre 2025, les États-Unis et le Mexique ont [conclu](#) un accord qui résout un différend de longue date sur l'application du Traité sur l'eau de 1944, qui organise un partage des eaux entre les deux pays. En effet, depuis 5 ans, le Mexique ne s'était pas acquitté de l'intégralité de ses obligations et l'USDA, « considérait que ces manquements persistants avaient entraîné de graves pénuries d'eau pour les agriculteurs et les éleveurs américains de la vallée du Rio Grande, dévastant les cultures, coûtant des emplois et menaçant l'économie locale ». Par cet accord, le Mexique s'est engagé à résorber son déficit de livraison d'eau accumulé depuis 2020 au bénéfice principalement du Texas. Les premières livraisons doivent commencer immédiatement et un plan définitif sera arrêté début 2026. Cet accord doit être mis en relation avec la menace du président Trump d'imposer des droits de douane de 5 % sur les produits mexicains si le Mexique continuait de violer ses engagements.
- En lien avec l'initiative *Make America Healthy Again* ([MAHA](#)), la secrétaire à l'Agriculture Rollins, soutenue par le secrétaire à la Santé Kennedy Jr., a [approuvé](#) des demandes de dérogation au cadre fédéral du [SNAP](#) pour six nouveaux Etats. Ces dérogations autorisent ces États à restreindre l'achat, avec l'argent du programme, de certains produits. L'administration justifie ces mesures par la volonté d'améliorer la santé publique en limitant l'achat d'aliments jugés néfastes, tels que les boissons sucrées. Le *Food Research & Action Center* ([FRAC](#)), [s'oppose](#) à ces dérogations qu'il juge « préjudiciables pour des millions de ménages précaires ». D'après l'association progressiste, le SNAP est conçu pour aider les gens à manger et non pour restreindre le choix de leur alimentation. Jusqu'à présent, 18 [Etats](#) (majoritairement républicains) ont obtenu une dérogation et les restrictions rentreront en vigueur durant l'année 2026.
- Dans une [lettre](#) bipartisane adressée à la secrétaire adjointe au Commerce chargée des communications, les sénateurs Fischer (R-NE) et Luján (D-NM), tous deux membres de la commission sénatoriale de l'agriculture, ont, avec le soutien d'autres sénateurs, demandé des « clarifications » sur la

gestion des fonds fédéraux destinés au déploiement du haut débit. Ils interrogent la *National Telecommunications and Information Administration* ([NTIA](#)) sur la manière dont elle entend garantir que ces financements servent effectivement à étendre l'accès à Internet dans les zones rurales. Le courrier pointe l'absence de visibilité sur l'utilisation des fonds et sur le devenir d'éventuels crédits non consommés. Les sénateurs appellent ainsi l'agence à s'assurer que l'ensemble des fonds soit pleinement mobilisé afin de réduire la fracture numérique.

Numérique et innovation

4. La Maison-Blanche publie un décret visant à instaurer un cadre réglementaire fédéral unique pour l'IA et à préempter certaines législations des États fédérés

Le 11 décembre, la Maison-Blanche a publié un Executive Order (EO) visant à « assurer un cadre réglementaire national pour l'intelligence artificielle ».

Ce décret s'inscrit dans la continuité d'un projet d'EO qui a fuité en novembre ([voir Brèves Sectorielles du 21 novembre](#)) et fait suite à plusieurs [tentatives infructueuses](#) au Congrès visant à instaurer un mécanisme de préemption fédérale des législations des États fédérés en matière de régulation de l'IA. La levée des obstacles réglementaires, notamment au niveau local, constituait déjà un axe central de la stratégie définie par la nouvelle administration dans le cadre de l'*AI Action Plan* publié en juillet 2025 ([voir Brèves Sectorielles du 5 septembre](#)), lequel dénonçait l'existence de « régimes réglementaires onéreux », notamment ceux mis en place par les États fédérés au niveau local.

Dans la continuité de ce plan, le nouvel EO remet en cause le principe d'une régulation de l'IA conduite principalement au niveau des États, considérant que celle-ci contribue, d'une part, (i) à la constitution d'un « patchwork » réglementaire complexifiant la mise en conformité des entreprises et, d'autre part, (ii) à contraindre les fournisseurs d'IA à « intégrer des biais idéologiques au sein de leurs modèles ». Sur cette base, l'EO appelle l'administration et le Congrès à œuvrer à l'adoption d'un « standard national minimalement contraignant » applicable au niveau fédéral et « interdisant les lois des États qui seraient en conflit » avec celui-ci. Il précise que ce cadre fédéral devra inclure des dispositions relatives à (i) la protection de l'enfance, (ii) la prévention de la « censure », (iii) le

respect du droit d'auteur, et (iv) la « protection des communautés ». Le décret charge, sans fixer de calendrier précis sur ce point, le conseiller spécial pour l'IA et la crypto, David Sacks, ainsi que le directeur de l'*Office of Science and Technology Policy* (OSTP), Michael Kratsios, de formuler une « recommandation législative » en ce sens à destination du Congrès.

Dans l'attente de l'adoption éventuelle d'un tel standard fédéral, l'EO prévoit une série de mesures destinées à limiter l'application des législations étatiques jugées « excessivement contraignantes ». Il ordonne notamment :

- la création, dans un délai de 30 jours, d'une « task force » au sein du *Department of Justice* (DoJ), chargée de contester judiciairement certaines lois adoptées par les États fédérés, en s'appuyant notamment sur le principe constitutionnel limitant leur capacité à réguler le commerce interétatique ;
- la conduite, par le *Department of Commerce* (DoC) dans un délai de 90 jours, d'une évaluation des cadres juridiques existants au niveau des États afin d'identifier les lois considérées comme « onéreuses » ou incompatibles avec l'objectif d'allègement réglementaire, ainsi que celles susceptibles de faire l'objet de contentieux ; devraient être a minima ciblées les législations qui « exigent des modèles d'IA qu'ils modifient des contenus véridiques » ou qui imposent aux développeurs des obligations de divulgation ou de déclaration susceptibles de violer le Premier amendement ou, plus largement, la Constitution ;
- la restriction de l'accès aux financements fédéraux par les agences fédérales, dont particulièrement ceux destinés au déploiement du haut débit pour les États adoptant des réglementations qualifiées de « onéreuses », attribués par le DoC ;
- la mise en place, par la *Federal Communications Commission* (FCC), d'obligations fédérales de notification et de *reporting* applicables aux modèles d'IA, destinées à se substituer à certaines exigences imposées au niveau étatique ;
- la préemption, par la *Federal Trade Commission* (FTC), sur le fondement de sa compétence en matière de lutte contre les pratiques commerciales déloyales et trompeuses, des législations étatiques qui « imposeraient aux modèles d'IA de modifier des contenus véridiques ».

L'EO précise que ces actions ne doivent pas viser les législations des États fédérés portant sur : (i) la protection de l'enfance ; (ii) les infrastructures de calcul et les centres de données pour l'IA, hors réformes générales des procédures d'autorisation ; (iii) l'achat public et l'usage de l'IA par les gouvernements des États ; et (iv) d'autres

domaines qui pourront être déterminés ultérieurement par l'administration fédérale.

La publication du décret a été globalement saluée par l'industrie, notamment par des acteurs du capital-risque fortement investis dans l'écosystème de l'IA, à l'instar d'Andreessen Horowitz, qui [auraient](#) plaidé activement en faveur d'un mécanisme de préemption fédérale, aux côtés de grands fournisseurs d'IA tels que Google et OpenAI. Le texte a également reçu un accueil favorable de certains représentants influents de l'aile dite « populiste » et plus technosceptique, dont Mike Davis, conseiller proche à la Maison Blanche, qui a [estimé](#) que la version finale du décret consacrait l'idée selon laquelle la préemption des lois étatiques devait être conditionnée à l'instauration d'un cadre fédéral intégrant une série de protections. A l'inverse, la publication de l'EO a aussi suscité des critiques, surtout du côté des démocrates. Bernie Sanders a notamment réagi en [appelant](#) à un « moratoire sur la construction de centres de données ».

Brèves

- Le 10 décembre, plusieurs journaux ont [rapporté](#) qu'Nvidia aurait développé un outil logiciel permettant aux exploitants de centres de données de vérifier la localisation d'utilisation de leurs puces d'IA. Destiné dans un premier temps aux puces Blackwell, ce dispositif viserait à limiter les exportations illicites, dans un contexte de durcissement des contrôles américains sur les technologies avancées.
- Le 11 décembre, OpenAI a [lancé](#) GPT-5.2, présenté comme son nouveau modèle de frontière, décliné en trois versions (*Instant, Thinking* et *Pro*) et déployé pour les utilisateurs payants de ChatGPT ainsi que via l'API. Selon la presse, ce lancement intervient dans un contexte de concurrence accrue avec Google, après le succès des modèles Gemini ayant conduit OpenAI à accélérer le développement de GPT-5.2 dans le cadre d'une mobilisation interne qualifiée de « code red ». Le 16 décembre, l'entreprise a également présenté GPT Image 1.5, une mise à jour de son modèle de génération d'images promettant des capacités d'édition renforcées et des temps de génération accélérés.
- Le 15 décembre, l'administration a [annoncé](#) la création de la « U.S. Tech Force », un corps fédéral d'environ 1000 ingénieurs et spécialistes chargé de moderniser l'administration américaine, notamment en accélérant son adoption de l'IA. Les participants travailleront au sein d'équipes rattachées directement aux agences gouvernementales et en

collaboration avec des partenaires privés majeurs, dont Amazon Web Services, Apple, Microsoft, Google Public Sector, Dell, Nvidia, OpenAI, Oracle, Palantir et Salesforce. Le programme prévoit un engagement de deux ans, après lequel les membres pourront postuler à des postes dans ces entreprises.

- Le 17 décembre, le Financial Times a [rapporté](#) que Blue Owl Capital, investisseur privé spécialisé dans le financement de centres de données, ne participerait finalement pas au financement d'un centre de données de 10 Md\$ destiné à Oracle pour servir OpenAI dans le Michigan. L'échec des discussions laisse le financement du projet incertain et illustre les tensions croissantes autour de l'endettement d'Oracle et de ses investissements massifs dans les infrastructures d'IA.
- Le 17 décembre, Google a [lancé](#) Gemini 3 Flash, une version allégée de son modèle Gemini 3. Les premières évaluations [indiquent](#) des performances proches de Gemini 3 Pro sur plusieurs benchmarks de référence. Google souligne une exécution plus rapide et moins coûteuse. Le modèle devient le modèle par défaut de l'application Gemini et du mode IA du moteur de recherche.
- Le 17 décembre, Amazon a [annoncé](#) une réorganisation de sa gouvernance IA, dans un moment qualifié par le PDG de l'entreprise, Andy Jassy, de « point d'infexion » technologique. Peter DeSantis, jusque-là responsable de l'ingénierie des centres de données de l'entreprise, prend la tête d'un périmètre regroupant modèles d'IA, puces maison et recherche quantique, tandis que Pieter Abbeel, ancien chercheur d'OpenAI, supervisera le développement des modèles de frontière de l'entreprise.
- Le 17 décembre, OpenAI a [lancé](#) un AppStore intégré à ChatGPT, accessible sur iOS, Android et via la version web. Cette nouvelle fonctionnalité permet aux utilisateurs de connecter des services tiers afin d'exécuter des actions directement depuis l'interface conversationnelle, comme commander des produits, créer des présentations ou effectuer des recherches ciblées. Parmi les premiers partenaires figurent notamment Booking.com, Spotify, Dropbox, Google Drive et DoorDash.
- Le 18 décembre, le *Department of Energy* (DOE) a [annoncé](#) la signature de 24 mémorandums d'entente (MoU) avec des entreprises et organisations pour collaborer dans le cadre de la *Mission Genesis*. Ces accords établissent des partenariats public-privé entre le DOE, les laboratoires nationaux et des

acteurs privés, incluant Accenture, AMD, Anthropic, Amazon Web Services, Google, IBM, Intel, Microsoft, NVIDIA, OpenAI et Oracle pour le développement et la mise à disposition de technologies correspondant aux objectifs de la mission (voir [Brèves Sectorielles du 2 décembre](#)).

Santé

Brèves

- Le 12 décembre, le Government Accountability Office (GAO), bureau placé sous l'autorité du Congrès et chargé d'enquêter sur les pratiques de l'exécutif américain, a [publié](#) un rapport sur les activités du Département de la santé et des services sociaux (HHS) et de la Food and Drug Administration (FDA) dans le domaine des dispositifs médicaux. Dans ce rapport, le GAO observe que 1017 dispositifs médicaux ont fait l'objet de rappels en 2024, et suggère que le personnel de la FDA chargé d'analyser ces rappels serait insuffisant pour l'ampleur de la tâche, donnant lieu à des délais importants avant une potentielle remise sur le marché des dispositifs. Le GAO recommande donc que HHS et la FDA travaillent à une planification de recrutements additionnels.
- Le 17 décembre, l'entreprise de biotechnologies chinoise Harbour BioMed a [annoncé](#) avoir conclu un accord de collaboration et de licence mondial avec l'entreprise pharmaceutique américaine Bristol Myers Squibb (BMS) pour la découverte et le développement d'anticorps multi-spécifiques de nouvelle génération. Selon les termes de l'accord, Harbour BioMed pourrait recevoir 90 M\$ de paiements initiaux, et plus d'1 Md \$ de paiements additionnels en fonction de jalons de développement et commerciaux. Harbour BioMed a souligné que l'accord pourrait également permettre d'accélérer ses programmes via des essais cliniques précoce en Chine, en combinant son expertise avec celle de BMS.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)